

SNUEP Infos n° 86

LA LETTRE D'INFORMATION DU SYNDICAT NATIONAL UNITAIRE DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL

Paris, le 17 janvier 2008

TOUS EN GREVE LE 24 JANVIER !

COMMUNIQUE INTERSYNDICAL CGT FO SNUEP SNEP SUD SNETAP



S-FO-ERTA



Les informations qui nous parviennent au niveau national sont concordantes, le protocole de discussion n'a rien suspendu, la généralisation des Bac Pro 3 ans se met en place. Dans certains cas les objectifs fixés par le ministre Xavier Darcos ont même été largement dépassés par les recteurs les plus en pointe : c'est ce qui ressort des documents des Comités Techniques Paritaires Académiques (CTPA) préparatoires à la rentrée 2008.

Pour nos organisations syndicales il n'est pas question de laisser cette politique se mettre en place alors que depuis 2 mois et demi nous n'avons cessé, avec les personnels, d'en dénoncer tous les dangers.

La suppression de la formation aux BEP pour 2009 comme la généralisation des Bac Pro 3 ans sont inscrites dans la logique globale des suppressions massives d'emploi dans toute la Fonction Publique et notamment dans le service public d'éducation.

80 000 emplois en moins d'ici 2012 pour l'Education c'est considérable. Les conditions d'étude pour les élèves vont se détériorer, l'offre du service public pour leur permettre de réussir une formation professionnelle diplômante et qualifiante se réduire. Comme souvent ce sont ceux qui ont le plus besoin de l'Ecole qui vont en être écartés les premiers.

Pour les enseignants, augmentation des effectifs par classe, gestion de situations très hétérogènes avec des élèves encore plus en difficulté, mise en place de certification niveau V, vraisemblablement par CCF, sont autant d'éléments qui ne feront qu'aggraver sérieusement des conditions de travail déjà très difficiles.

Notre lutte pour la défense de l'enseignement professionnel public s'inscrit pleinement dans celle des fonctionnaires pour l'emploi public et les salaires. C'est pourquoi nous appelons les personnels à participer massivement à la grève unitaire du jeudi 24 janvier.

AU SOMMAIRE DU NUMERO 86

- | | |
|---|------|
| 1. Tous en grève
le 24 janvier | p. 1 |
| 2. Postes
aux concours 2008 | p. 2 |
| 3. Bac Pro 3 ans | p. 3 |
| 4. La laïcité balayée en
un discours | p. 3 |
| 5. Mouvement Inter
2008 | p. 4 |

Lors de sa campagne le Président de la République avait proposé le troc des emplois publics contre des salaires supérieurs pour les fonctionnaires restants. Aujourd'hui cette démagogie n'a plus cours mais le cynisme demeure. On supprime bien effectivement les milliers d'emplois, mais le gouvernement refuse tout rattrapage de notre perte de pouvoir d'achat, il refuse une augmentation de nos salaires malgré l'inflation. Il faudrait accepter de travailler plus, dans des conditions plus difficiles, pour finalement gagner moins !

Le 24 janvier nous serons donc dans les manifestations, à l'appel de nos organisations, pour exiger le maintien de notre pouvoir d'achat par la revalorisation du point d'indice, le maintien de nos missions de service public d'Education qui passe par le refus des suppressions d'emplois, le refus de la généralisation des Bac Pro 3 ans et la suppression des BEP.

Montreuil, le 15 janvier 2008



Toute l'info sur www.snuep.com
Vous pouvez nous écrire à snuepnat@snuep.com
ou à SNUEP FSU 12 rue Cabanis 75014 Paris
ou nous téléphoner au 01 45 65 02 56



Infos n°86

Postes aux concours Session 2008

Une offre en peau de chagrin

Le ministère compte recruter 1288 PLP aux concours externes, 220 aux concours internes et 30 au troisième concours, soient 1538 recrutements. A la session 2007, il y en avait 1728. Cela fait donc 190 postes de stagiaires PLP en moins : **c'est une baisse de plus de 10%. Le recrutement de la session 2008 ne permettra pas de faire face aux besoins réels.**

Le SNUEP condamne ce nouveau plan de réduction massive de l'emploi public et revendique la création d'emplois statutaires pour assurer toutes les missions de service public et les recrutements correspondants.

Les départs à la retraite ne seront pas compensés et les rectorats utiliseront encore davantage de personnels précaires, alors que le SNUEP-FSU reste attaché au recrutement par concours.

On peut aussi mettre cette baisse massive des recrutements en relation avec la généralisation du bac pro 3 ans.

C'est encore une bonne raison de faire grève le jeudi 24 janvier

Postes offerts aux concours			
PLP :	Externes	Internes	3^{ème} concours
Sections / options			
Arts appliqués	50	8	0
Bâtiment option peinture-revêtements	13	5	0
Biotechnologies option santé-environnement	80	30	0
Coiffure	10	0	0
Communication administrative et bureautique	54	12	0
Comptabilité et bureautique	62	13	0
Conducteurs d'engins de travaux publics	4	0	0
Conducteurs routiers	19	0	0
Esthétique-cosmétique	9	0	0
Génie chimique	6	0	0
Génie civil option construction et économie	18	3	0
Génie civil option construction et réalisation des ouvrages	17	8	0
Génie civil option équipements techniques-énergie	22	7	0
Génie électrique option électrotechnique et énergie	30	5	0
Génie industriel option bois	14	12	0
Génie industriel option matériaux souples	19	0	0
Génie industriel option structures métalliques	17	7	0
Génie mécanique option construction	70	0	0
Génie mécanique option maintenance des systèmes mécaniques automatisés	45	12	0
Génie mécanique option maintenance des véhicules, machines agricoles, engins de chantier	42	11	0
Génie mécanique option productique	45	0	0
Hôtellerie - restauration option organisation et production culinaire	24	0	0
Industries graphiques	5	0	0
Langues vivantes - lettres : anglais-lettres	73	0	9
Lettres - histoire	210	25	0
Mathématiques - sciences physiques	192	30	13
Prothèse dentaire	5	0	0
Réparation et revêtement en carrosserie	11	8	0
Sciences et techniques médico-sociales	20	8	0
Vente	102	16	8
TOTAL PLP :	1288	220	30
TOTAL CPE :	200	0	0



Toute l'info sur www.snuép.com
 Vous pouvez nous écrire à snuépnat@snuép.com
 ou à SNUEP FSU 12 rue Cabanis 75014 Paris
 ou nous téléphoner au 01 45 65 02 56



Infos n°86

Bac Pro 3 ans

le SNUEP, le SNEP, la CGT et FO écrivent au Ministre



Le 9 janvier 2007

A Xavier Darcos,
Ministre de l'Education nationale,
110 rue de Grenelle
75007 Paris

Monsieur le Ministre,

Nous vous prions de nous accorder une audience à propos de votre décision de généraliser les baccalauréats professionnels en 3 ans.

Dans les académies, les recteurs ont commencé à annoncer un très grand nombre de transformations dès septembre prochain. Ce sont autant de sections de BEP qui vont fermer et, à terme, de nombreux postes dont la suppression est programmée. C'est toute une partie de nos élèves, les plus en difficulté, qui seront empêchés d'accéder à une qualification et un diplôme.

Les personnels, les élèves et leurs familles sont extrêmement inquiets.
La mobilisation se poursuit et s'amplifie.

Nous souhaitons vous présenter notre point de vue et nos revendications sur ce dossier décisif pour l'avenir des lycées professionnels : nous sommes opposés à la généralisation des Bac pro 3 ans et à toute suppression de sections de BEP.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous adressons, Monsieur le ministre, nos meilleures salutations ;

UNSEN-CGT
Denis Baudequin
Secrétaire général

SNFOLC
Marie-Edmonde Brunet
Secrétaire générale

SNUEP-FSU
René Pasini
Secrétaire national

SNEP-FSU
Serge Chabrol
Secrétaire général

LA LAICITE BALAYEE EN UN DISCOURS

Motion laïcité du Conseil Délibératif Fédéral National de la FSU du 16 janvier 2008

Le déplacement de N. Sarkozy le 20 décembre pour prendre possession du titre de chanoine honoraire de la basilique de Latran l'a conduit à un discours qui ne peut que susciter l'indignation des défenseurs de la laïcité.

La FSU juge inacceptable l'essentiel des propos tenus par le Président de la République à cette occasion.

« Dans la transmission des valeurs et dans l'apprentissage de la différence entre le bien et le mal, l'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé ou le pasteur, même s'il est important qu'il s'en approche parce qu'il lui manquera toujours la radicalité du sacrifice de sa vie et le charisme d'un engagement porté par l'espérance. ». Cette phrase est choquante à plus d'un titre. L'homme et la société ne pourraient se passer du religieux pour définir ce qui est bien et ce qui est mal. Sur tous les débats de société, juridiques, politiques, éthiques qui se posent dans le monde aujourd'hui on imagine facilement où peut conduire ce genre de soumission. L'exemple du droit à l'avortement et la tentation d'imposer le créationnisme ne sont que deux exemples parmi d'autres. Quant à « la radicalité du sacrifice » il serait l'apanage des seuls religieux. Toutes celles et tous ceux qui à travers l'histoire de notre pays se sont engagés, ont combattu parfois jusqu'au sacrifice conscient de leur vie, pour l'idéal de la liberté, voient leur combat minimisé voire méprisé au regard du sens et de la portée qu'ils ont donné à leur acte.

« La morale laïque risque toujours de s'épuiser et de se changer en fanatisme quand elle n'est pas adossée à une espérance qui comble l'aspiration à l'infini ». « (...) Mais un homme qui croit, c'est un homme qui espère et l'intérêt de la République, c'est qu'il y ait beaucoup d'hommes qui espèrent ». L'histoire et l'actualité présente sont tragiquement pleines de tous les fanatismes qui se sont construits et continuent de se construire à partir de la volonté d'imposer un certain type « d'aspiration à l'infini ». Le choix et la richesse de la laïcité sont justement de ne pas s'immiscer dans « cette aspiration à l'infini », laissant chaque citoyen sur ce sujet, libre de sa propre réponse. La critique de N. Sarkozy porte donc ici sur la nature même de la laïcité. Tous ceux qui, croyants ou non croyants, ont inscrit leur combat dans une perspective de progrès ont souvent fondé ce combat sur une espérance qui ne relevait pas de celle à laquelle N. Sarkozy fait manifestement référence.



Toute l'info sur www.snuép.com
Vous pouvez nous écrire à snuépnat@snuép.com
ou à SNUEP FSU 12 rue Cabanis 75014 Paris
ou nous téléphoner au 01 45 65 02 56



Infos n°86

Du contrôle social au contrôle des consciences, l'appel à l'intervention des religieux dans les banlieues, les institutions, les universités marque une rupture profonde avec les principes fondamentaux de la laïcité républicaine. Ces discours sont significatifs d'une conception des rapports sociaux où les religions sont appelées à la rescousse de politiques libérales qui accroissent les inégalités, mettent à mal les solidarités et fragmentent le corps social.

On pourrait continuer ainsi les citations plus scandaleuses les unes que les autres (le besoin pour la France de catholiques « pleinement chrétiens », la comparaison entre son engagement en politique et l'engagement religieux, la reconnaissance d'une France « fille aînée de l'Eglise ») qui signifie une soumission à l'église catholique.

En assimilant et en ramenant l'identité nationale aux racines chrétiennes, Nicolas Sarkozy reprend une des thématiques chère à l'extrême droite. Il opère une falsification historique qui conduit aujourd'hui à présenter l'étranger comme un danger et à encourager la chasse au sans papier. C'est la même logique qui a présidé à la mise en place du Ministère de l'Immigration et de l'Identité Nationale.

Dans ce discours transparait un mode de relation entre la République et la Papauté qui s'identifie presque à celle qui existait entre le pape et le roi sous l'ancien régime.

Les interventions du président de la République lors de son voyage en Arabie Saoudite ne font que confirmer la gravité des attaques contre le caractère laïque de la République.

La FSU rappelle son attachement à la laïcité.

Le principe de laïcité est inscrit dans l'article premier de la Constitution. La République est laïque refusant le mélange entre convictions religieuses et exercice des responsabilités politiques. Elle garantit la liberté de conscience et de culte mais n'en reconnaît ni n'en soutient aucun. Elle garantit aussi, à l'encontre du prosélytisme religieux, la liberté absolue d'être sans religion. Dans notre pays, la laïcité est un élément majeur du lien politique.

Pour la FSU, ce qui rend proprement intolérable les propos de Nicolas Sarkozy, c'est qu'ils soient tenus officiellement par un Président de la République en exercice, donc au nom de la France. Nicolas Sarkozy a beau dire qu'il ne modifiera pas « les grands équilibres de la loi de 1905 », le contenu même de son discours constitue une remise en cause des éléments essentiels de cette loi qui impose à l'Etat et à ses représentants (en particulier au premier d'entre eux) une stricte neutralité. En ce sens la FSU considère ce discours comme anticonstitutionnel car contraire au Préambule de la Constitution.

A l'école, elle doit se traduire par le devoir de scolariser tous les enfants présents sur le territoire et le soutien aux équipes éducatives qui, au quotidien, construisent l'intégration de tous les jeunes, quelle que soit la situation de leurs parents, leurs origines, leurs opinions philosophiques ou religieuses. La FSU tient à rappeler avec force que les personnels de l'Ecole publique ont comme mission de transmettre les valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité, de laïcité et de solidarité, ce qui impose en particulier de mettre fin au dualisme scolaire.

La FSU prendra contact avec les différents mouvements laïques afin de construire une réaction unitaire à un discours qui remet de fait en cause la Laïcité, valeur essentielle de notre République. Le CDFN souhaite que cette démarche puisse parallèlement permettre la constitution d'une veille active, permanente et unitaire visant à empêcher toute remise en cause des principes de laïcité dans notre pays et à réagir rapidement à toute tentative de modification de la loi de 1905 de séparation des Eglises et de l'Etat, comme le préconise le rapport Machelon.

MOUVEMENT INTER 2008

Groupe de travail Mouvement Spécifique

Les commissaires paritaires du SNUEP-FSU siègeront aux groupes de travail du mouvement spécifique. Ils se tiendront le 4 février pour les STI, le 7 février pour Arts appliqués et Tertiaire et le 4 mars pour les Chefs de Travaux.

Pensez à faire remonter vos dossiers au siège national du SNUEP-FSU 12 rue Cabanis 75014 Paris. La fiche syndicale se trouve pages 23 et 25 du journal mutations 2008 en ligne sur notre site www.snuep.com

RAPPEL : le mouvement national aura lieu les 18, 19 et 20 mars. Le SNUEP-FSU sera organisé pour informer les collègues qui lui auront fait confiance.. A la suite des groupes de travail, une permanence téléphonique sera assurée de 19h à 23h au siège national.



Toute l'info sur www.snuep.com
Vous pouvez nous écrire à snuepnat@snuep.com
ou à SNUEP FSU 12 rue Cabanis 75014 Paris
ou nous téléphoner au 01 45 65 02 56



Infos n°86